

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Barrages-routiers-dans-l-ouest-de-la-Bolivie>

Barrages routiers dans l'ouest de la Bolivie

- Les Cousins - Bolivie -

Date de mise en ligne : vendredi 3 juin 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'ouest de la Bolivie est paralysé par des barrages routiers et une grève des transporteurs de La Paz réclamant la nationalisation des hydrocarbures et la réunion urgente du Congrès pour convoquer une Assemblée Constituante.

Agence France-Presse

La Paz, 2 juin 2005

La capitale est isolée du reste de la Bolivie (neuf millions d'habitants) par des barrages de pierres dressés par les habitants d'El Alto, la banlieue populaire située à une douzaine de kilomètres de La Paz.

Les paysans et anciens mineurs indigènes de cette banlieue ont annoncé leur intention de manifester à nouveau vendredi près du palais présidentiel et du Congrès au centre de La Paz.

Les syndicats de paysans, d'ouvriers et de mineurs manifestent depuis deux semaines pour exiger la convocation d'une Assemblée Constituante, un référendum sur l'autonomie et la nationalisation des hydrocarbures, la principale richesse du pays.

Soixante pour cent des routes du pays sont impraticables jeudi, selon la presse locale. L'ensemble des médias soulignent la différence entre les cinq régions de l'Ouest (La Paz, Potosi, Cochabamba, Sucre, Oruro) paralysées par les grèves et les barrages, et celles de l'Est (Santa Cruz, Beni, Pando et Tarija) où les routes sont dégagées et la population pouvait travailler normalement.

Les paysans ont coupé les routes qui relient la Bolivie à l'Argentine, au Pérou, au Paraguay et au Chili.

L'Église catholique a appelé à un dialogue entre les partis politiques, les syndicats et le gouvernement et au respect de l'unité de la Bolivie.

Le gouvernement bolivien a rejeté une offre de médiation de la part de l'Organisation des États Américains (OEA) estimant que les institutions démocratiques et l'ordre public n'étaient pas menacés. Le président de la République Carlos Mesa s'est déclaré confiant que la crise serait surmontée par un nouveau pacte social.

Les responsables des partis politiques devaient se réunir jeudi pour finaliser l'agenda du Congrès. Les législateurs souhaiteraient parvenir à un consensus sur la date de la convocation de l'Assemblée Constituante et celle d'un référendum sur l'autonomie des régions.